



DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX

RENDU EXECUTOIRE LE

- 4 JAN. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 20/12/2022

Reçu en préfecture le 20/12/2022

Publié le

SLO

ID : 086-228600011-20221220-22_A_SE_0218-AR

ARRÊTÉ N° 2022-A-DGAS-DA-SE-0218

du 20 DEC. 2022

portant modification des autorisations de fonctionnement du foyer d'hébergement et de la section annexe de l'ESAT André Rideau, par transformation de l'offre médico-sociale, géré par l'ADPEP 86

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles visé en ses articles D 313-2 et suivants, L 313-1 et suivants et L 312-1 et suivants ;

VU l'instruction N° DREES/DMSI/DGCS/2018/155 du 27 juin 2018 relative à la mise en oeuvre dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du Président du Conseil départemental de la Vienne n° 1990-DISS-SE-076 du 7 septembre 1990 portant autorisation de création d'une section foyer de vie annexe et d'une structure d'hébergement de la section foyer de vie annexe au Centre d'Aide par le Travail d'Adriers de 16 places avec hébergement ;

VU l'arrêté du Président du Conseil départemental de la Vienne n° 2005-DISS-SE-141 du 13 juillet 2005 fixant la capacité d'hébergement du CAT d'Adriers – foyer et service de suite et portant extension de la capacité du service de suite ;

VU l'arrêté du Président du Conseil départemental de la Vienne n° 2017-A-DGAS-DA-SE-0107 du 23 novembre 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à l'ADPEP 86 pour le fonctionnement du foyer d'hébergement de l'ESAT André Rideau ;

VU l'arrêté du Président du Conseil départemental de la Vienne n° 2017-A-DGAS-DA-SE-0110 du 23 novembre 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à l'ADPEP 86 pour le fonctionnement de la section annexe de l'ESAT André Rideau ;

VU l'arrêté du Président du Conseil départemental de la Vienne n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0219 du **20 DEC. 2022** fixant les conditions d'habilitation à l'aide sociale de l'E.A.N.M. André Rideau, géré par l'ADPEP 86 ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens 2017-2021 conclu avec l'ADPEP 86 et signé le 20 septembre 2017, et son avenant signé le 14 mars 2022 ;

CONSIDERANT la caractérisation des personnes handicapées accueillies en établissements sociaux et médico-sociaux ayant permis d'identifier des changements dans les besoins des populations accueillies (vieillesse des travailleurs handicapés, aspiration à l'autonomie, augmentation de la dépendance,...) ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens en vigueur par lequel une transformation de l'offre progressive (diminution de places de foyer d'hébergement au profit de l'augmentation de places de foyer de vie et de SAVS avec la notion de file active et fermeture de places de section annexe) a été organisée depuis 2017, permettant de concilier la nécessité de faire correspondre l'offre aux besoins du territoire de la Vienne et celle de prendre en compte les nouveaux besoins de la population accueillie dans les ESSMS du secteur du handicap ;

CONSIDERANT que la mise en œuvre de la nouvelle nomenclature de FINESS induit la modification d'intitulé pour la catégorie d'établissement, le type d'accueil et le public accompagné ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : L'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de la Vienne (ADPEP 86), à Biard (86), est autorisée à faire évoluer son offre d'accueil sur le site d'Adriers, par transformation de l'offre, de la façon suivante :

- la diminution de 12 places de la capacité d'accompagnement non médicalisé du foyer d'hébergement de l'ESAT André Rideau,
- le maintien de la capacité de 32 places du Service d'Accompagnement à la Vie Sociale complétée par le principe de file active ;
- la modification du mode de fonctionnement et la diminution de 11 places de la capacité d'accompagnement non médicalisé de type section annexe avec hébergement ;
- l'installation de 12 nouvelles places d'accompagnement non médicalisé, de type foyer de vie.

En conséquence, et en application de la nomenclature du FINESS, la capacité de l'Etablissement d'accueil Non Médicalisé (E.A.N.M.) André Rideau est portée à 50 places d'accueil et d'accompagnement non médicalisé avec des accompagnements différenciés selon les publics accueillis.

ARTICLE 2 : Les caractéristiques de la présente décision sont enregistrées comme suit au Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) :

1°) Entité juridique :

N° FINESS	860785237
Raison sociale	Association des Pupilles de l'Enseignement Public de la Vienne (ADPEP 86)
Adresse	Rue des Augustins 86580 BIARD
Statut juridique	61 – Association Loi de 1901 Reconnue d'utilité publique

2°) Entité géographique :

Entité établissement	E.A.N.M. «André Rideau »
n° FINESS	860784420
Code catégorie	449 – Etablissement d'Accueil Non Médicalisé
Adresse	2 Rue Garestier-Lapierre -BP 9 86430 Adriers
Capacité	50

Discipline	Mode de fonctionnement	Clientèle	Capacité autorisée	Capacité installée	Unité à préciser sur l'outil VIA-TRAJECTOIRE	Capacité autorisée	Capacité installée
965 – Accueil et accompagnement non médicalisé personnes handicapées	11 – hébergement complet internat	117 – déficience intellectuelle	44	44	Foyer d'hébergement	33	33
					Foyer de vie	11	11
965 – Accueil et accompagnement non médicalisé personnes handicapées	21 – accueil de jour	117 – déficience intellectuelle	6	6	Foyer de vie	1	1
					Section annexe	5	5

ARTICLE 3 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'Aide Sociale.

L'arrêté n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0219 du **20 DEC. 2022** fixe les conditions d'habilitation à l'aide sociale en vigueur.

ARTICLE 4 : La présente autorisation ne modifie pas la date de renouvellement de l'autorisation fixée au 3 janvier 2032.

Le renouvellement de l'autorisation de cette structure reste subordonné aux résultats de l'évaluation de la qualité des prestations délivrées, mentionnée à l'article L.312-8 du Code de l'action sociale et des familles et effectuée au moins deux ans avant l'expiration du délai de fonctionnement de 15 ans.

Conformément aux décrets 2022-695 du 26 avril 2022 et 2022-742 du 28 avril 2022, l'évaluation est effectuée par un organisme accrédité par le COFRAC ou tout organisme européen équivalent et selon un calendrier défini par les autorités en charge des autorisations. L'établissement devra transmettre l'évaluation au Département et à la Haute Autorité de santé.

ARTICLE 5 : Le titulaire de l'autorisation transmet à l'autorité compétente une déclaration sur l'honneur attestant de la conformité de l'établissement aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnées au II de l'article L. 312-1.

ARTICLE 6 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service, par rapport aux caractéristiques de l'autorisation, devra être porté à la connaissance du Président du Conseil Départemental de la Vienne.

ARTICLE 7 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai franc de deux mois à compter de sa date exécutoire, c'est-à-dire de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr) dans un délai franc de deux mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration d'un délai franc de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc de deux mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr).

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et la Présidente de l'Association gestionnaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le **20 DEC. 2022**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 20/12/2022

Reçu en préfecture le 20/12/2022

Publié le



ID : 086-228600011-20221220-22_A_SE_0218-AR